

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

Bobigny, le 12/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S**

125-127 avenue Victor HUGO  
93300 Aubervilliers

Code AIOT : 0007406180

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S implanté 125 AVENUE VICTOR HUGO 93300 Aubervilliers. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de cette inspection était de vérifier les suites attribuées aux non-conformités relevées lors de la précédente visite d'inspection du 12/10/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE LAGAE PEINTURES S.A.S
- 125 AVENUE VICTOR HUGO 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007406180
- Régime : Autorisation (antériorité)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral daté du 05 juillet 1955, et était anciennement soumis à déclaration pour les installations suivantes :

- un atelier d'emploi de liquides inflammables de la 1ère catégorie pour la fabrication de peintures, vernis (3ème classe)
- un dépôt de liquides inflammables de la 1ère catégorie (3ème classe)
- un atelier d'application à froid de vernis par pulvérisation (3ème classe)

Le rapport d'Inspection du 19/03/2010 mentionne :

- la cessation des activités de stockage des liquides inflammables
- une modification du classement, le site étant depuis cette date soumis à la rubrique 2640-a « fabrication, par extraction, synthèse, broyage et emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels » sous le régime d'autorisation avec bénéfice des droits acquis.

L'arrêté du 05/07/1955 ne comporte que deux prescriptions techniques n'étant plus d'actualité avec l'activité en cours. Les arrêtés ministériels de prescriptions générales suivants ont valeur de référence réglementaire pour encadrer les risques présentés par l'installation :

- du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- et du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 24/09/2020, article L511.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plans	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
4	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
5	Pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	Demande d'action corrective	1 mois
6	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le classement du site pourra être actualisé selon les éléments communiqués par l'exploitant.

Il est constaté que l'exploitant a bien mis en place un relevé hebdomadaire de consommation d'eau.

Les autres points relatifs à la modification des plans faisant apparaître les zones de danger et les non-conformités liées aux installations de captage sont toujours non-conformes.

Le point le plus important est la non-conformité concernant **les capacités de rétention des liquides** et le **confinement des eaux incendie**.

Malgré l'ancienneté du site et bien que le site bénéficie de l'antériorité, ces prescriptions sont applicables.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article L511.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Situation administrative
<b>Constats :</b>  <p>A ce jour le site est classé sous la rubrique 2640 « <i>Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels. Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410</i> », sous le régime de l'autorisation, pour une quantité de matière fabriquée ou utilisée étant supérieure ou égale à 2 tonnes/ jour.</p> <p>L'exploitant indique qu'il fabrique des peintures pour les revendeurs de peinture. L'exploitant explique que les formulations de peinture sont constituées de mélanges de divers types de matières premières dont des colorants ; à titre d'exemple l'exploitant a transmis un rapport de procédé de fabrication. Afin de réévaluer le classement, l'Inspection a demandé les familles de matières consommées par jour, à savoir acétaldehyde, pigment, colorant, solvant, polymères, etc afin de vérifier le classement actuel ainsi que le classement éventuel dans d'autres rubriques ICPE relatives aux substances employées.</p> <p>Par mél du 24/04/2025, postérieur à la visite, l'exploitant a fourni la liste des matières premières consommées sur l'année 2024, mais uniquement avec les noms commerciaux des matières premières, il est donc difficile d'identifier les familles pour vérifier de quelles rubriques ICPE elles pourraient relever. Il est à noter que l'exploitant doit réaliser cette réévaluation du classement sous sa responsabilité, mais qu'il doit fournir à l'Inspection tous les éléments d'appréciation et les justificatifs afin qu'elle puisse procéder à la vérification.</p> <p>Par ailleurs, la quantité de matières premières totale en kilogrammes utilisée sur l'année 2024 a été fournie, cependant la quantité utilisée par jour est nécessaire afin de réévaluer le classement.</p>

L'Inspection a constaté la présence de plusieurs barils de produits chimiques classés <u>dangereux</u> susceptibles de relever d'un classement ICPE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de fournir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les quantités utilisées par jour sur une année pour chaque famille de matières premières</li> <li>- les quantités totales stockées sur une année pour les produits classés dangereux,</li> </ul> L'exploitant devra établir le classement ICPE correspondant le cas échéant et fournir tous les justificatifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'Inspection a constaté la présence du registre durant la visite. Le relevé est réalisé par un opérateur. L'exploitant a également fourni par mél le registre de l'année 2024. La consommation d'eau hebdomadaire oscille entre 8 et 12 m <sup>3</sup> par semaine.  L'exploitant confirme dans son mél que le volume d'eau total consommé sur l'année 2024 correspond à 460 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Documents de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Documents de l'installation. L'exploitant tient à jour les documents suivants : -les plans, en particulier, pour les installations concernées : -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;  [...]  -le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;  [...]  Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'Inspection a constaté durant la visite l'affichage des plans dans les locaux. Cependant les zones à risque mentionnées à l'article 48 à savoir :  « [...]zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles [...] »  et dangers associés n'y apparaissent pas.  L'exploitant s'est engagé à mettre à jour ses plans avec des pictogrammes de danger sur les plans.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de mettre à jour les plans en y incluant notamment les zones à risques et de les transmettre au service de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Capacité de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une <b>capacité de rétention</b> dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p><b>« II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés. »</b></p> <p>« Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention <b>déportée</b>, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>« Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.</p> <p>« La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p><b>« Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</b></p> <p>[...]</p> <p>« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p><b>IV. Dispositions spécifiques aux rétentions déportées. »</b></p> <p>« Dans le cas d'une rétention déportée, chaque stockage est associé à une zone de collecte pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les écoulements vers la rétention déportée.</p> <p>« La zone de collecte, le drainage et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>« - ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ;</li><li>« - éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée ;</li><li>« - éviter tout débordement de la rétention déportée ;</li><li>« - éviter toute surverse de liquide lors de son arrivée éventuelle dans la rétention déportée.</li></ul>

« Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.

« Le système de collecte vers la rétention déportée, lorsqu'il est aérien ou en caniveau, ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux installations et stockages. Le système de collecte est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins.

« Les rétentions déportées sont conformes aux dispositions du point II du présent article. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.

« Le cas échéant, la rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu à l'article 26 bis.

« Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement de la rétention déportée et dispositifs mis en place sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

#### Constats :

Ce point avait déjà fait l'objet d'une non-conformité lors de la précédente visite d'inspection du 12/10/2023. L'Inspection avait constaté, qu'au niveau de la zone dédiée au stockage des produits nécessaires au procédé de fabrication, des dizaines de containers de 1 m<sup>3</sup> empilés n'étaient pas placés sur rétentions.

L'exploitant avait indiqué, dans son courrier de réponse du 21 novembre 2023 dans le cadre de la phase contradictoire de l'AP de mise en demeure (courrier préfectoral du 9 novembre 2023), la présence d'obturateurs d'égouts de 2 sortes :

- une rétention amovible qui peut être installée autour des bouches d'égout. Il s'agit d'un boudin permettant de contenir un déversement (boudin constaté durant la visite du 15/04/2025).
- un obturateur d'égout à air comprimé qui peut être gonflé instantanément afin de boucher les bouches d'égout et éviter toute pollution des canalisations.

L'Inspection a demandé un plan des réseaux localisant cet obturateur. Le plan transmis après l'inspection ne permet pas d'identifier l'orientation du site, ni les différents éléments mentionnés (absence de légende) ni de situer clairement l'obturateur.

L'Inspection rappelle que la prescription exige **que tout dispositif d'obturation doit être maintenu fermé**. Cette solution apparaît donc comme toujours non-conforme à la prescription.

L'exploitant proposait dans ce courrier du 21 novembre 2023 de réaliser des joints étanches qui condamneront les deux évacuations situées à l'intérieur du bâtiment au niveau des stockages précités. Ces bouches d'égout ont depuis été condamnées et cela a été constaté par l'inspection.

Pour l'exploitant, la condamnation de ces bouches d'égout conduirait la surface du bâtiment à faire office de rétention, d'autant plus que les pentes permettraient de confiner les liquides à l'intérieur, évitant ainsi tout déversement à l'extérieur du bâtiment.

L'exploitant devra justifier que ce confinement est opérationnel (pente) et que le volume associé est suffisant.

Il est à noter qu'un orifice d'évacuation ouvert est constaté à l'entrée du bâtiment sans qu'il soit



clairement établi à quoi il sert et s'il est raccordé aux réseaux d'évacuation des eaux.

Si l'exploitant souhaite faire du site une zone de rétention, il s'agirait alors d'une rétention déportée, l'Inspection rappelle qu'il devra se conformer au point **IV « . Dispositions spécifiques aux rétentions déportées »**. Il est nécessaire que l'exploitant explicite les connexions entre l'entrée de l'orifice d'évacuation précité et les réseaux d'eau.

L'exploitant indique que la plupart des produits sont visqueux et qu'en cas de déversement l'écoulement sera lent.

L'Inspection précise que ce point est difficile à vérifier, en particulier en cas de mélange avec des eaux d'extinction.

Par ailleurs, les containers ne sont pas clairement identifiés (écriture au feutre constatée sur un conteneur). La question de la compatibilité entre les divers produits dans une même rétention en cas de déversement se pose également.

L'exploitant a exprimé des inquiétudes quant à la mise en place d'une rétention locale des containers de 1 m<sup>3</sup>, dans la mesure où ceux-ci sont manipulés régulièrement. L'Inspection précise à l'exploitant qu'il existe des solutions de rétention adaptées à la situation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet :

- de **mettre en demeure** l'exploitant de :
  - fournir un plan clair des réseaux faisant apparaître toutes les évacuations, les vannes et les dispositifs d'obturation, sous 2 mois
  - mettre en place, sous 2 mois, une rétention conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, soit locale, soit déportée.
  
- de demander à l'exploitant de :
  - s'assurer que les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ;
  - assurer une identification claire des produits contenus dans les containers d'1 m<sup>3</sup> (sous 2 mois).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de captage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.
<b>Constats :</b>  Suite à la précédente visite du 12/10/2023, des conduits d'évacuation des rejets atmosphériques perforés avaient été constatés dans le rapport de contrôle des installations d'aération/assainissement de Bureau Veritas daté du 11/10/2023. L'exploitant avait mentionné dans son courrier du 21 novembre 2023 que la gaine perforée avait été remplacée.  L'exploitant a fourni le rapport de contrôle des installations d'aération/assainissement de Bureau Veritas daté du 26/11/2024.  La conclusion en page 3 du rapport démontre pour certaines installations que : - « la conclusion de l'installation n'est pas réalisable ». Par exemple au niveau du point 1.1 pour l'installation Extracteur - VES 2 captage solvant, le contenu du rapport indique en page 10 que « La gaine arrivant au R+1 est endommagée (Gaine déformée). Prévoir un nettoyage de la bouche du bras aspirant » ; ou VES 3 Captage sur poste anti-feu, le contenu du rapport indique en page 11 « Impact de l'encombrement sur la vitesse : Légèrement encombrée »;  - certains points sont toujours marqués comme « non satisfaisants ». Par exemple au niveau du point 1.3 Dispositif de captage, l'installation « BOA CUVE 6 gaine souple cuve » fait l'objet de la conclusion suivante : « Non satisfaisant (présence d'un bouchon de peinture ne permettant pas l'évacuation des polluants voir photo) ».  Des non-conformités sont donc persistantes au niveau des installations de captage. De plus, certaines conditions d'exploitation étant dégradées, le bureau de contrôle n'a pas pu vérifier la conformité des certaines installations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour lever les points non satisfaisants mentionnés dans le rapport du bureau de contrôle daté du 26/11/2024 afin de permettre un fonctionnement correct des installations de captage des effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.</p> <p>« En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>« En cas de dispositif de confinement externe :</p> <p>« - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</p> <p>« - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;</p> <p>« - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <p>« - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.</p> <p>« Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <p>« - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</p> <p>« Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <p>« - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; « - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>« Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>« Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<b>Constats :</b> <p>Dans le cadre du point précédent (4) concernant la capacité de rétentions, l'exploitant a répondu par mél du 24/04/2025 post-visite qu'il n'est pas prévu de bassin de rétention des eaux incendies alors qu'il est exigé par cet article.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant que trois évacuations ont été observées (voir point 4</p>

<p>précédent) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux qui ont été condamnés par l'apposition de joints étanches comme indiqué par l'exploitant et constaté par l'Inspection,</li> <li>- et une située à l'entrée du bâtiment.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de confirmer le devenir de ses évacuations (dont celles qui ont été condamnées) et leur connexion avec les autres réseaux et exutoires. Ces éléments doivent figurer clairement dans le plan des réseaux demandé dans le cadre de la fiche n°4 du présent rapport ;</li> <li>- de se conformer à cette prescription concernant la rétention des eaux d'extinction incendie. La conformité de ce point peut être réalisée conjointement à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 concernant la capacité de rétention si les dispositions du site le permettent.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>